

Le Code gabonais de la communication en chantier

Page 5

POTENTIEL HEBDO



Agenda des affaires

N°0022 du jeudi 08 mai 2014

10 000 exemplaires

JOURNAL DE PROMOTION ECONOMIQUE, SOCIALE ET COMMERCIALE

300 F CFA

Logement à Libreville : le calvaire des locataires

Dans ce numéro :

POLITIQUE Page 2



Les cent jours d'Ona Ondo

SOCIAL Page 2



Célébration de la fête du travail

SPORT Page 2



Coupe du Gabon de hand-ball à Mouila



CAN 2015 : les panthères attendues au pied du mur

FOCUS Pages 6 & 7



L'IHEM, Ecole supérieure de référence au Gabon



C'est la croix et la bannière de bien se loger à Libreville avec de nombreux gabonais qui demeurent locataires à vie

FAITS DIVERS

Bibaka échappe à la mort dans un temple à Bifoun

Page 3

POTENTIEL HEBDO

HEURES D'OUVERTURE :

Matinée : 8h 00 - 13h 00 / Après midi : 14h 00 - 17h 00 Fermeture de dépôt des annonces le mardi après-midi auprès du service commercial sis derrière les eaux et forêts entrée face Promo Gabon. Tél. : 04 41 83 49

DIVERTISSEMENT

Poésie

LUMIERE

Accordée à tous baptisés,
La Force de recueillir
Paix et Grâce,
Pour vivre véritablement
Dans la Lumière
Et s'abreuver
Aux Sources Vives
De l'Amour.

Etendue sur ma famille,
La Main divine
Apporte Santé
A chacun,
Et la Consolation
A tous captifs
Et à tous ceux
Qui souffrent.

Restaurateur des âmes,
Le Seigneur
Étend Sa Main
Sur ma vie
Pour bénir famille
Et amis
Et tendre
Vers un Bonheur prospère.

Le Dieu de Compassion,
Dieu de Miséricorde,
Le Père Consolateur m'exauce
Et le bénir
Et le glorifier
En union
Avec l'Emmanuel
Et le Saint-Esprit.

PRESENCE BENIE

L'Eternel Seigneur
Est un Père aimant.
Je l'invoque
Et il n'y a point d'autre Dieu,
Le Dieu de Règne,
De Puissance et de Gloire.

Le Seigneur instruit
De Son Amour infini,
Il enseigne.
Et vivre
Dans Sa Présence
Procure la Paix.

A Celui qui aime
Comme personne n'aime,
Loin de Lui, point de Salut.
Et de compter réellement
Parmi Ses disciples,
Jusqu'au moment des vérités.

Par Sa Présence,
Le Paraclet répand
Sa Miséricorde,
Elimine et détruit
Les sentiments négatifs
De compromission.

SOUVERAIN

Le Maître Souverain
De toutes choses,
Elève au dessus des eaux polluées
De la médiance,
De la jalousie,
De la malveillance, des rivalités,
De la méchanceté, de la rancune,
De la confusion et de l'ego.

Et des intentions insérées
Dans Celles du Saint d'Israël,
Et purifier, et sanctifier le corps,
L'âme et l'esprit
Pour devenir aussi humble
Que l'Humilité,
Aussi amour
Que l'Amour.

PROVIDENCE

Le Dieu de Providence
Intègre et maintient
La Prospérité dans la vie ;
Il éclaire nos chemins
Et neutralise le mal
Qui chaque jour nous guette.

Dieu nous permet de pardonner
Tous ceux qui cherchent
À faire du mal
Par tous moyens,
Et de retourner leur cœur
En faveur de l'Amour.

Constant OYONO (Poète gabonais)

Potentiel Découverte
de Eugène OBAME NGUEMA

Solution de la Grille N° 020

M	A	N	I	F	E	S	T	A	T	I	O	N
A	N	A	L	Y	S	E	T	U	C	O	D	
R	T	I	O	P	T	I	O	N	R	E		
C	A	L	L	E	V	E	L					
H	S	E	R	M	E	N	T					
E	N	O										
P	E	A	U									
E	R	L										
C	O	U	P	E								
O												
L	E	L	E	C	T	I	O	N	S			
O	V	N	I	B	O	U	M	A	H			
O												
I	L											

L'image de la grille n°020 est celle de l'Emblème du Haut-ogoooué, 2^{ème} province administrative du Gabon. Il compte 11 départements. Son blason représente les richesses

minières, le manganèse, l'uranium, l'or et les richesses agricoles que l'on retrouve dans cette partie du Gabon. Elle compte 228 habitants avec pour chef-lieu, Franceville (56000

habitants). Cette province tire son nom du fleuve Ogooué qui prend sa source en République du Congo. Avec une superficie de 36 547 km², le Haut-ogoooué est constitué de plateaux recouverts de forêt ; son sous-sol est riche en minerais notamment en or, en manganèse et en uranium.

En 2008, près de Franceville, 250 fossiles d'organismes pluricellulaires datés de 2,1 milliards d'années ont été découverts. Le Haut-ogoooué compte de nombreuses ethnies dont les principales sont les Tékés, les Obamba, les Nzébi, les Ndumu, les Awandji.

GRILLE N° 021

		12						16	Refus de consommation			
	la lettre 'B' en grec	10						Nom africain	Union transport aérien			
	Yahoo Messenger		Outil de dessin	Tae-Kwon-Do	Appel d'offre			Via	Son Excellence			
	Etats-unis d'Amérique		Service automobile et navigation	9				Délai d'exécution	14	Union de transports aériens		
Doctrines des valeurs morales			Ville en France		Stèle	Fichiers encodés	Sumom	Nom gabonais	Symbole de Neptunium	11		
6	Touche clavier							7	Règle Suprême			
15			Objet volant						Avions de transport régional			
	Radio Internet							17	Office de circulation et navigation			
									Marque High-Tech	Vie professionnelle		
Après en Ang.	Manifestation concrète	Cause à effet	Symbole Argon	3	mesure d'Internet				Chanson en Ang.			
Abolir une Loi								1	Coefficient de variation		8	Information génétique héréditaire
								4			18	Deuxième note
2	Intégration sociale	Deux fois	Dieu soleil	Chance	Soldat américain	Gaz à effet de serre	Partira	Se moquer	5	Ecole nationale		
									Accomplissement			20
												Renseignements généraux

Pensée de la semaine :

“LA VIE, QU'EST-CE QUE C'EST, DANS LE CYCLE INFINI ET INDEFINI DES DEPARTS ET DES RETOURS ?”

Constant OYONO (Poète gabonais)

Analyse de presse

LES PARTS DE CIMGABON RACHETÉES

Dans un entretien exclusif que le Directeur général de CIMGABON a accordé à nos confrères du quotidien l'UNION le mardi 6 mai dernier, il ressort que le géant marocain du ciment CIMAF a racheté les parts de l'ancienne cimenterie du Gabon et devient le nouveau patron des lieux. Ce rachat vient à point nommé puisque cette entreprise est restée dans une léthargie profonde en raison notamment de la concurrence rude imposée par le ciment asiatique qui lui a fait perdre 72 pour cent du marché local.

UN NOUVEAU COACH POUR LES PANTHÈRES ?

Selon les informations recueillies par notre confrère GABONECO auprès d'une source proche des autorités sportives, le Gabon serait en passe de signer un contrat avec le technicien portugais Fernando Santos pour qu'il devienne l'entraîneur de notre sélection nationale. L'ancien coach de la Grèce, du Benfica et du FC Porto pourrait donc succéder à son compatriote Paolo Duarte.

PIERRE AMOUGHE MBA DANS L'OPPOSITION

L'ancien ministre de la culture et éminent membre du rassemblement pour le Gabon, Pierre Amoughe Mba, a au cours d'une déclaration politique au collège Ntchoréré, annoncé à l'opinion nationale et internationale qu'il regagnait les rangs de l'opposition. Cet ancien bûcheron a par ailleurs invité ses anciens camarades du parti à rejoindre l'opposition comme nous le rapporte notre confrère de l'hebdomadaire ECHOS DU NORD.

VERS L'ÉLABORATION D'UNE STRATÉGIE NATIONALE DE LA SOUS-TRAITANCE ?

Les travaux du forum national sur les PME-PMI et la sous-traitance se sont récemment tenus à Libreville en présence du patron du département de l'agriculture, Etienne Dieudonné Ngoubou. Parmi les fortes recommandations de cette rencontre, il y avait entre autres la mise en place d'une stratégie nationale de la sous-traitance qui est indispensable pour mieux

réguler ce domaine selon le quotidien GABON MATIN.

MOUNANA CHAMPION ?

Le CF Mounana a pris une option sérieuse pour le titre en s'imposant nettement face à l'AS Pélican en Match comptant pour la 23^{ème} journée du national foot. Son dauphin, le FC Sapin qui aspire au même titre devra batailler dur s'il veut ravir aux protégés d'Hervé Patrick Opiangah, la première place synonyme de qualification pour la ligue africaine des champions comme nous le rapporte le quotidien GABON MATIN.

BOKO HARAM REVENDIQUE LES ENLÈVEMENTS DU 14 AVRIL 2014

La secte islamique Boko Haram a récemment revendiqué l'enlèvement de plus de 200 adolescentes de 12 à 17 ans le 14 avril dernier. Cette organisation terroriste entend acheminer ces jeunes gens vers le Tchad et le Cameroun voisin pour y être vendues ou mariées de force comme nous le rapporte l'AFP.

Potentiel agenda

CONVENTION AMERICAINE DES PME

LA 10^{ÈME} CONVENTION AMÉRICAINE DES PME ORGANISÉE PAR LA CHAMBRE AMERICAINE DE COMMERCE AURA LIEU DU 11 AU 13 JUIN 2014 À WASHINGTON DC. CETTE CONVENTION DEVRA PERMETTRE AUX PME AFRICAINES INVITÉES, DE BÉNÉFICIER DE TOUTES LES OPPORTUNITÉS DE PARTENARIAT, DE FORMATION ET D'IMPORTATION POUR UNE OUVERTURE À L'INTERNATIONAL OFFERTES PAR L'ÉTAT ET LES INSTITUTIONS AMÉRICAINES. LES FORMALITÉS CONSISTENT SIMPLEMENT À ÊTRE UNE PME AFRICAINE ET RÉGLER SES FRAIS DE PARTICIPATION.

JOURNEES NATIONALES DU MANAGEMENT

LES 7^{ÈMES} JOURNÉES NATIONALES DU MANAGEMENT SE TIENDRONT À DOUALA AU CAMEROUN DU 17 AU 19 SEPTEMBRE 2014. CES JOURNÉES ORGANISÉES PAR LE GICAM ET LE PANESS VERRONT LA PARTICIPATION DE CADRES ET CHEFS D'ENTREPRISES, D'UNIVERSITAIRES ET DIRIGEANTS POLITIQUES. THÈME PRINCIPAL : ÉVALUATION, COACHING ET DÉVELOPPEMENT DES COLLABORATEURS. DES SOUS-THÈMES ET DES ATELIERS SONT PRÉVUS AFIN DE TRAITER DE L'ÉVALUATION COMME UN LEVIER DE PERFORMANCE DES ORGANISATIONS PUBLIQUES ET PRIVÉES. S'ACQUITTER DES FRAIS DE PARTICIPATION AVANT LA DATE DE L'ÉVÈNEMENT.

THE NEW YORK FORUM AFRICA

LE 3^{ÈME} NEW YORK FORUM AFRICA AURA LIEU À LIBREVILLE DU 23 AU 25 MAI 2014 SUR LE THÈME DE "LA TRANSFORMATION D'UN CONTINENT". LA DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE, L'ACCÈS À LA COMPÉTITIVITÉ AFIN DE CRÉER DE LA VALEUR AJOUTÉE, LA LIMITATION DES IMPORTATIONS ET LE DÉVELOPPEMENT DU CAPITAL HUMAIN POURRONT CONSTITUER LA SUBSTANCE DES DISCUSSIONS DE MAI 2014. UNE INITIATIVE DONT LE BUT EST DE FACILITER LES RELATIONS D'ÉCHANGES ENTRE 60 JEUNES AFRICAINS AGÉS DE MOINS DE 30 ANS, DES MINISTRES, DES CHEFS D'ENTREPRISES ET DES CHEFS D'ÉTATS AFIN DE METTRE EN PARALLÈLE LEURS EXPÉRIENCES ET CONNAISSANCES POUR RELEVER LES DÉFIS DU DÉVELOPPEMENT DU CONTINENT. DE CETTE RENCONTRE, POURRAIT DÉCOULER UN DOCUMENT BAPTISÉ "MANIFESTE CITOYEN", RÉSULTAT DES ÉCHANGES ENTRE LES PERSONNALITÉS INVITÉES À CE FORUM ET QUI POURRAIT SERVIR DE GUIDE AUX 10 PLUS GRANDES ENTREPRISES DE CHAQUE PAYS DE LA CEMAC, AUX CHEFS D'ÉTATS ET AU FONDS DE FORMATION PROFESSIONNELLE "TRAIN MY GENERATION" CRÉÉ ET LANCÉ LORS DU NEW YORK FORUM 2013.

La rédaction

Horoscope de la semaine

- 23/03-20/04  **BELIER** Pour vous les béliers, des choses très sérieuses se mettent en place dans votre travail. Il faut rester à l'affût de tout. On peut vous convoquer pour un entretien ou alors c'est vous qui postulez quelque part. Préparez bien vos rendez-vous.
- 21/04-20/05  **TAUREAU** Pour vous les taureaux, vous prenez trop les choses au sérieux actuellement. Le moindre détail prend des proportions inimaginables pour vous. Il est grand temps que vous relativisiez, car vos angoisses stressent les autres. Vous vous polluez tout seul.
- 21/05-21/06  **GEMEAUX** Pour vous les gémeaux, vous cherchez à doper votre volonté de gagnant. Le meilleur atout est d'avoir un super défi à relever ou d'en imposer un aux autres. Si le succès est là, vous êtes aux anges. Ça met du piment dans votre existence.
- 22/06-23/07  **CANCER** Pour vous les cancers, si vous avez affaire à des empêcheurs de tourner en rond dans votre job, au lieu de dramatiser et de vous positionner en victime, mettez-vous dans votre coin ! Pesez le pour et le contre et avancez. Vous ferez taire les mauvaises langues.
- 24/07-23/08  **LION** Pour vous les lions, avant de signer un contrat ou d'accepter une proposition alléchante ne vous emballez pas ! Prenez le temps de la réflexion. Il faut vous informer sur tout afin d'éviter tous les problèmes. Apprenez à anticiper.
- 24/08-23/09  **VERGE** Pour vous les vierges, vous conjuguez ambition et indépendance. Vous laissez les autres de côté, car ils vous embrouillent la tête. Vous souhaitez que l'on vous juge sur vos compétences, et pas sur votre capacité à créer des liens.
- 24/09-23/10  **BALANCE** Pour vous les balances, des intuitions fulgurantes vous portent chance dans votre professionnel. Des projets sont en train de se préciser et des responsabilités peuvent vous être confiées. Gardez surtout la tête froide et manœuvrez tout en douceur.
- 24/10-23/11  **SCORPION** Pour vous les scorpions, des incidents lors d'un déplacement peuvent survenir. Gardez votre sang-froid en toutes circonstances sinon vous allez vous mettre pas mal de monde à dos. Il s'agit de vieilles rivalités qui remontent à la surface.
- 23/11-22/12  **SAGITTAIRE** Pour vous les sagittaires, vous vous simplifiez la vie par de multiples astuces. Vous avez un grand sens pratique quand vous vous mettez un peu à réfléchir. Vous êtes, en plus, très soutenu au sein de votre hiérarchie professionnelle.
- 23/12-20/01  **CAPRICORNE** Pour vous les capricornes, des changements vous obligent à réagir très vite dans le feu de l'action. Un conseil ? Ne suivez pas votre idée première et analysez davantage les événements. Il est important de creuser davantage votre analyse.
- 21/01-19/02  **VERSEAU** Pour vous les verseaux, n'oubliez pas que vos échanges ont un impact bénéfique sur vos finances. Vous savez négocier quand vous le souhaitez et cela peut améliorer votre situation matérielle. Le contexte n'étant pas très favorable, tentez de soigner vos échanges.
- 20/02-22/03  **POISSON** Pour vous les poissons, le climat fait naître des tensions et on vous met l'accent sur les détails qui fâchent. Restez calme et stoïque, c'est la meilleure chose à faire. Si vous vous énervez, vous mettez de l'huile sur le feu.

POTENTIEL HEBDO

JOURNAL DE PROMOTION ECONOMIQUE, SOCIALE ET COMMERCIALE

Fondateur et
 Directeur de la publication,
 Directeur de la rédaction:
Constant OYONO EBANG OBAME

Rédacteur en chef:
Steve Joseph MOUNGUENGUI

Assistant de rédaction:
Dimitri AMVENE

Secrétaire Infographe:
Olivia Albertine AKARE

Consultants:
Dr Anaclet NDONG NGOUA
Dr Jonathan NDOUTOUME NGOME
Dr Bernard EKOME OSSOUMA
Dr Alphonse NDIINGA NZIENGUI
Euloge Hervé MAGNAKA DIBA

Secrétariat & publicité
 CEMAC Consulting
 B.P. : 26764 Libreville
 Tél : (+241) 0341 9975 / 0441 8349

Adresse du journal :
 B.P. : 26764 Libreville
 Siège social : Libreville,
 Tél : (+241) 0341 9975 / 0441 8349
 Email : potentielhebdo@yahoo.fr

Composition et impression :
 MULTIPRESS GABON
 B.P. : 3875 Libreville
 Tél.: 01 73 21 75

Distribution : Sogapresse
 B.P. : 121 Libreville,
 Tél.: (+241) 73 31 08 / 73 31 31

(Suite de la page 9)

LES DEFIS DE L'EMERGENCE

(le cultivateur transforme des graines en produits consommables, par exemple), par opposition à la chasse et la simple cueillette.

A la lecture de cette définition et de la classification des secteurs économiques, on peut déduire que la classification ministérielle relative à la Prime d'Incitation à la Performance est erronée. Les départements ministériels sont des administrations qui relèvent du secteur tertiaire regroupant les industries du service (essentiellement immatériel : conseil, assurance, intermédiation, formation, études et recherche, administration, services à la personne, sécurité, nettoyage, etc.). Aussi, la classification ministérielle en groupe 1 constitués des Ministères dits productifs (pétrole, économie et budget), groupe 2 relatif aux ministères dits de développement et le groupe 3 réunissant les ministères dits de services, est une invention gabono-tropicale.

Une telle classification, loin de lutter contre les inégalités sociales dans le traitement des agents de l'Etat au Gabon, participe d'une volonté du Comité ad hoc du ministère du budget et des comptes publics relative à la Prime d'incitation à la performance (PIP) d'entretenir efficacement ces inégalités. En effet, comment comprendre qu'au sein d'un même gouvernement, il y ait des supers ministères (pétrole, économie et budget) à la tête desquels on trouve les supers ministres, des ministères moyens (ministères de développement) et le Grand reste (ministères de services).

Quelle solidarité gouvernementale peut-on avoir lorsque les supers ministres (ministre du pétrole, ministre de l'économie, ministre du budget) ont chacun 10 000 000 francs CFA de P.I.P mensuels, soit 30 000 000 de francs CFA par trimestre chacun, pendant que leurs collègues membres du Gouvernement du groupe 2 (ministères de développement) reçoivent

chacun 7000 000FCFA mensuels, soit 21000 000FCFA trimestriels. Enfin les Ministres du groupe 3 (ministères de services) reçoivent une P.I.P mensuelle de 4 500 000FCFA soit 13 500 000FCFA trimestriels. Le traitement de cette P.I.P est le même chez les ministres délégués selon que l'on soit ministre délégué du groupe 1, du groupe 2 ou du groupe 3. De telles inégalités entre ministres au sein d'un même gouvernement ne sont pas de

mêmes inégalités sont observées. M. Jean Eyeghe Ndong à l'époque où il était Premier ministre, Chef du gouvernement, avait déclaré que certains directeurs généraux étaient plus puissants et influents que les membres du gouvernement de la République.

Ce constat de l'ancien Chef du Gouvernement vaut son pesant d'or aujourd'hui à travers la Prime d'incitation à la perfor-

000 000 FCFA par trimestre) a une PIP supérieur à celle de son supérieur hiérarchique administratif, le secrétaire général du ministère du pétrole (5 500 000FCFA/mois, soit 16 500 000CFA/trimestre). Le DGH a la même P.I.P que les ministres du groupe 2, s'élevant à (7000 000FCF mensuels soit 21 000 000 FCFA par trimestre). Cette P.I.P est supérieure à celle des Ministres du groupe 3 (4 500 000 FCFA/mois soit 13 500 000FCFA/trimestre).

Les directeurs généraux du budget et des douanes, en plus des autres avantages, ont chacun une P.I.P de 5000 000FCFA/mois soit 15 000 000 FCFA/trimestre, donc plus que la P.I.P perçues par les ministres du groupe 3.

Le nouveau système de rémunération promis par le Chef de l'Etat et qui devait concerner l'ensemble des agents de l'Etat (un peu plus de 77000) n'a pris en compte que 30000 agents, les enseignants de tous ordres, le personnel de la santé, les magistrats ayant été exclus de la PIP à cause des primes qu'ils ont déjà à leur actif. Mais que vaut la PIFE (100 000FCFA/mois soit 900000/an) pour un enseignant du pré-primaire (B2) ou du primaire (B1) par rapport à la PIP d'un agent de la main d'œuvre non permanente de la direction générale des hydrocarbures ou à un chauffeur de la direction générale des douanes et de la direction générale des impôts (350000 FCFA/mois, 1050000/trimestre, soit 4200000FCFA/an).

On peut multiplier des exemples pour prouver que les inégalités sociales constituent l'un des premiers facteurs de la pauvreté au Gabon. Le pays ne souffre pas d'un manque de richesses, mais plutôt d'une inégale répartition du fruit de ces richesses. C'est à ce niveau et à ce seul niveau qu'une révolution doit s'opérer avant qu'il ne soit trop tard.

Dr Jonathan NDOUTOUME NGOME,
Maître-assistant des universités



L'immeuble de l'hôpital Jeanne Ebori en pleine démolition

nature à entretenir la cohésion et la solidarité entre ministres.

Notre analyse qui se fonde sur la note administrative du Comité ad hoc du Ministère du budget et des comptes publics référencée n° 000 75/MBCP/CA du 11 mars 2014 relative au barème de la Prime d'incitation à la performance (PIP), s'arrêtera au niveau des secrétaires généraux et directeurs généraux des Ministères, les

mance (P.I.P). En effet, il y a des directeurs généraux mieux lotis que d'autres et même mieux rémunérés que leurs supérieurs hiérarchiques, notamment les ministre et les secrétaires généraux. Par exemple, en plus des différends fonds qu'il gère au titre de l'exploration et de l'exploitation du pétrole et du gaz au Gabon, le directeur général des hydrocarbures, (7000 000 FCFA mensuels soit 21

**AFRICA BTP
Engeneering**

GENIE CIVIL & TRAVAUX PUBLICS TOUS CORPS D'ETAT



Résidence privée



Aménagement de chaussées



Grue



Bétonnière de chantier

CONSTRUCTION ET ENTRETIEN BATIMENT

- Maçonnerie;
- Electricité;
- Plomberie;
- Etanchéité;
- Carrelage;
- Menuiserie aluminium;
- Menuiserie bois;
- Peinture;
- Toiture et Couverture;
- Climatisation;
- Voiries;
- Réseaux divers.

CONSTRUCTION INDUSTRIELLE

- Construction métallique;
- Hangars;
- Usines;
- Complexes industriels.

CONSTRUCTION D'OUVRAGES D'ART

- Ponts et Chaussées;
- Monuments...

CONSTRUCTION D'AERODROMES.

CONSTRUCTION, AMENAGEMENT, RENOVATION ET ENTRETIEN DES ROUTES

*Le développement de l'Afrique
avec AFRICA BTP Engeneering.*

Rond point pavés de MINDOUBE 2

Tél.: 0341 9975 / 0441 8349 / 0454 3473 Libreville

Email: africabtpengeneering@yahoo.fr - Site web : www.ihem-gb.org

ACTUALITE

POLITIQUE

Les cent jours d'Ona Ondo

Nommé le 24 janvier 2014 par le président de la République, Chef de l'Etat pour traduire, le Pr Daniel Ona Ondo a désormais un peu plus de cent jours à la tête du gouvernement gabonais. Quel bilan peut-on dresser de ces cents jours déjà passés à la tête de l'équipe gouvernementale ?

Mitigé, c'est le bilan qu'on peut faire des cent jours du Premier ministre, Chef du gouvernement, à la tête du gouvernement gabonais si tant est que son équipe a alterné le bon et le moins bon même s'il convient de dire que l'essentiel de l'action du gouvernement de Daniel Ona Ondo a une forte coloration sociale et économique.

Sur le plan social, il faut noter que c'est sous l'ère Ona Ondo que le pacte social a vu le jour. Car dès sa nomination, le Président de la République l'avait instruit de tout mettre en œuvre pour réduire la fracture



Le Premier ministre chef du gouvernement, cent jours à la Primature

sociale pour que l'ensemble de la population puisse accéder à un mieux être indispensable à son épanouissement. Les assises sociales qui se sont récemment tenues à Libreville ont dans une certaine mesure apporté des solutions visant à améliorer le vécu des gabonais dans la mesure où elles proposent des solutions concrètes pour sortir le pays de la précarité qui atteint son paroxysme.

Sur le plan économique, un audit du trésor public a été diligenté et a permis à l'Etat de récupérer 654 milliards qui seront certainement reversés dans des investissements que l'Etat entend réaliser. Dans le même volet, le gouvernement a adopté le projet de loi portant sur la prime d'incitation à la performance (PIP) qui est à n'en point douter, un point positif à l'actif du natif du département du Woleu à la tête du gouvernement.

Toutefois, il convient de souligner que beaucoup reste à faire car on observe de nombreux mouvements de grève qui traduisent un malaise dans l'appareil d'Etat. C'est le cas du ministère des travaux publics où les agents réclament le paiement de la prime de rendement. Sur le plan économique, plusieurs

observateurs constatent de nombreuses disparités dans la répartition de la prime d'incitation à la performance. Le gouvernement gagnerait à tout mettre en œuvre pour corriger ces déséquilibres surtout dans la perspective de 2016 où le Chef de l'Etat défendra son bilan.

Steve MOUNGUENGUI

SOCIAL

Célébration de la fête du travail

Comme à l'accoutumée, la fête du travail a été célébrée le jeudi 1er mai dernier en présence du Premier ministre, Chef du gouvernement et de plusieurs membres de son équipe. Pendant cette journée dédiée au travail, 17 centrales syndicales ont rédigé un document commun qui a été lu pendant la cérémonie.

La fête du travail a été célébrée jeudi premier mai dernier sur l'esplanade du palais Georges Rawiri du Sénat en présence du Premier ministre, Chef du gouvernement, le Pr Daniel Ona Ondo, du ministre du travail, Simon Ntoutoume Emame et de plusieurs autres membres du gouvernement qui ont fait le déplacement pour la circonstance. Pendant cette cérémonie, le Premier Ministre, Chef du gouvernement a prononcé une allocution dans laquelle il est revenu sur le dialogue social qu'il a récemment



Célébration de la fête du travail dans l'allégresse

amorcé avec les partenaires sociaux en vue d'apaiser le climat social de notre pays qui est souvent déléteré en raison des grèves à répétition dans plusieurs secteurs d'activité.

L'élé du canton nyé a ensuite annoncé à l'assistance que les révisions des conventions collectives vont être amorcées. Il s'est également exprimé sur la question relative au renforcement du dispositif de la loi sur la main d'œuvre étrangère. Le Pr Daniel Ona Ondo a annoncé que des projets de textes portant sur cette question sont déjà sur la table du Conseil d'Etat.

Avant le locataire de l'immeuble

du 2 décembre, les centrales syndicales se sont exprimées et ont clairement fait savoir au patron du gouvernement gabonais que leur souhait est de voir le climat social s'améliorer au Gabon et qu'ils entendent faire la promotion de la défense de leurs droits aussi bien matériels que moraux. Ils ont par ailleurs plaidé pour une meilleure employabilité des travailleurs, une rémunération décente et surtout pour un dialogue social ouvert, permanent et démocratique. Cette cérémonie a également été l'occasion de décorer nos valeureux travailleurs qui se battent chaque jour avec acharnement pour améliorer les performances de nos administrations publiques et privées.

Notons que la fête du travail nous rappelle que le 1er mai 1886 200.000 travailleurs obtiennent les huit heures de travail grâce à une forte pression syndicale aux Etats-

Steve MOUNGUENGUI

SPORT

Coupe du Gabon de handball à Mouila



Le Ministre des sports remettant la coupe aux vainqueurs de la compétition

La 29ème édition de la coupe du Gabon inter-clubs de Hand-ball, la 17ème dénommée challenge MANGANGA MOUSSAVOU, s'est jouée du 25 au 30 mars 2013 à Mouila.

La compétition s'est déroulée en deux groupes chez les hommes, en un seul pour les femmes. En élite A, Salinas a pris difficilement le dessus sur Stade Mandji son voisin de l'île. Le score de la partie traduit la physionomie du match, 20-19.

En élite B, Libreville a voulu rappeler que la capitale avait encore son mot à dire : Senior Académie 1, l'emporte largement face à Asma, un club de Port-gentil. La catégorie dame confirme avec deux clubs en finale que la capitale mari-

govenne est bien leader en matière de handball. Stade Mandji et Phoenix se sont affrontés. C'est finalement la deuxième citée qui s'impose après une lutte acharnée sur le Score de 13 à 12. A noter également la participation du club camerounais TKC. La Jeunesse sportive de Mouila et Phoenix représenteront le pays en Coupe d'Afrique des clubs vainqueurs de Coupe en 2015. Pour sa part, Sup Management évoluera dès la saison prochaine en élite A.

Les lauréats ont été récompensés en présence du ministre des Sports, Blaise Louembe, du président du Comité national olympique, Léon-Louis Folquet, et du gouverneur de la Ngounié, Charles Mougouama.

Dimitri AMVENE

CAN 2015 : Les panthères attendues au pied du mur

La Confédération africaine de football a procédé dimanche 27 avril dernier au tirage au sort comptant pour les éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations 2015 qui se disputera au Maroc du 17 janvier au 8 février. Le Gabon sera aux prises avec le Burkina Faso classé tête de série et à l'Angola.

Les panthères du Gabon connaissent désormais leurs adversaires. Ce sont les étalons du Burkina Faso et les Palancas Négros d'Angola. Deux équipes que les gabonais connaissent bien pour les avoir jouées à plusieurs reprises. Parlant des étalons, il convient de dire qu'ils ne sont plus à présenter et sont au-



Les panthères devront travailler dur pour une qualification en 2015

jourd'hui considérés par plusieurs inconditionnels du ballon rond comme l'une des valeurs sûres du football africain. Leur remarquable parcours lors de la dernière Coupe d'Afrique des nations en est l'illustration parfaite. En effet, cette équipe avait déjoué les pronostics en se hissant en finale de la plus

prestigieuse des compétitions africaines de football. L'équipe dirigée par le stratège belge Paul Put avait même continué dans cette lancée positive puisqu'elle a été éliminée in extrémis par les fennecs d'Algerie en match de barrage retour comptant pour les éliminatoires de la Coupe du monde qui se tiendra en Juin prochain au Brésil. C'est dire que les panthères auront fort à faire. Quant aux angolais, il convient de dire qu'ils sont régulièrement présents à la Coupe d'Afrique des nations et disposent d'un groupe composé de joueurs très athlétiques qui allient rigueur tactique et efficacité. Cette équipe constituée de plusieurs joueurs du championnat

local et de plusieurs autres talents évoluant pour la plupart au Portugal n'a pas l'intention de se présenter dans cette compétition en victime expiatoire et compte jouer sa partition à fond pour participer à la CAN dans le royaume chérifien. Ce tirage au sort n'est certainement pas une sinécure pour les gabonais mais il est possible que les panthères se qualifient si tout est mis en œuvre car l'équipe nationale du Gabon n'est pas inférieure en terme de niveau, aux équipes qu'elle affrontera pendant ces éliminatoires. Les autorités gabonaises se doivent donc de tout mettre en œuvre pour que le onze national gabonais soit présent au Maroc.

Steve MOUNGUENGUI

Le saviez-vous ?

- 3,4 milliards : c'est le nombre des personnes exposées au risque de paludisme dans le monde ;
- 207 millions : c'est le nombre de cas de paludisme enregistré en 2012 ;
- 228 millions : c'est le nombre de doses de CTA nécessaire chaque année pour traiter le paludisme ;
- 627000 : c'est le nombre de décès pour cause de paludisme en 2012.

La rédaction

EDITORIAL

Comme à l'accoutumée et au diapason de leurs pairs de la Communauté internationale, les travailleurs du gabon ont célébré le 1er mai dernier, la Fête du travail. A défaut de ripailles et de beuveries, ce fut l'occasion de réjouissances mesurées dans un contexte socio-économique peu favorable aux travailleurs de la République qui, les travailleurs gabonais depuis l'indépendance du pays le 17 août 1960, ne cessent de se persuader que les pères fondateurs de la Nation et la communauté pluri-ethnique logée aux abords de l'Ogooué sont déterminés à se mobiliser pour récompenser et promouvoir le travail qui suppose la prise en compte de la méritocratie et de l'excellence, que ce soit au niveau primaire (activités agricoles), du secondaire (industrie) ou du tertiaire (les services).

La réflexion théologico-philosophique n'a eu de cesse des décennies durant, de mobiliser l'intelligence critique à la suite de la sentence biblique selon laquelle « tu gagneras ton pain à la sueur de ton front »

secteur exposés de ce fait à la mendicité ou à la résignation fataliste bien résumée par l'interrogation "on va encore faire comment ?"

Les travailleurs du secteur secondaire (industrie) pâtissent parfois de la structure de notre économie essentiellement tournée vers les métiers exigeant une forte qualification, une spécialisation technique accrue. Or, le système éducatif de la République a longtemps été trop généraliste d'où la réalité visible qui conduit à constater que les nationaux sont parfois supplantés par des compétences et des énergies venues d'ailleurs.

Au niveau du secteur tertiaire (banques, assurances, services), les spécialistes s'accordent à décerner un satisfecit au dynamisme du Gabon dans ce domaine d'où l'enrichissement exponentiel des cadres de ce secteur. Malheureusement, leurs modes de vie et goûts alimentaires (caviar, champagne, saumon...) exacerbent la fracture sociale entre ces nouveaux mil-

Fête du 1^{er} mai : grandeurs et misères des travailleurs

pour s'interroger : le travail deuxième valeur du pays (Union-Travail-Justice) est-il une libération ou une malédiction pour l'homme ?

Incontestablement, la pensée positive et progressiste incline à considérer que le travail devrait être une opportunité de libération de l'être humain, susceptible ainsi de divorcer d'avec la pénurie et la rareté ayant caractérisées les sociétés moyen-âgeuses préindustrielles. Au Gabon, le travail est-il canal de libération ou source de malédiction pour les travailleurs de ce que maints observateurs qualifient d'émirat équatorial ?

L'observation froide et empirique conduit à constater qu'au niveau du secteur primaire (agriculture), les travailleurs y sont accablés par maints handicaps (vieillesse des populations, encadrement défaillant, phénomène de l'exode rural, réseau routier peu carrossable d'où difficultés à écouler la production vers les centres urbains). Cette réalité conduit à une paupérisation des travailleurs de ce

liardaires à l'opulence ostentatoire et les affamés réduits à quêter leur pitance quotidienne dans les poubelles de mindoubé non sans avoir lutté avec rats, cafards et autres bestioles hirsutes. C'est ce que certains économistes ont nommés la malédiction de l'or noir (le pétrole) qui accouche souvent d'un monstre : un Etat riche mais des populations très pauvres.

Comment renverser cette malédiction ? En misant sur la formation du capital humain car il est bien connu qu'il « n'est de richesse que d'homme ».

Au Gabon, les états généraux de l'éducation de 2010, et d'autres exégèses savantes ont posé des diagnostics appropriés et élaboré des solutions réalistes pour qu'un jour l'élève, l'étudiant-et futur travailleur donc- dispose de la formation nécessaire pour être un employé modèle et, le cas échéant, un auto-employeur, à l'instar du secteur informel efficacement occupé par des jeunes et qui peuvent ainsi donner un certain sens à leur vie, nourrir leurs familles et concrétiser des projets.

Dr Bernard EKOME OSSOUMA, Maître - Assistant des Universités

FAITS DIVERS

Bibaka échappe à la mort dans un temple à Bifoun

Insolite et rocambolesque que cette affaire de Bibaka qui aurait échappé de justesse à la mort à l'issue d'une initiation mal faite dans un temple de Bwiti à Bifoun.

Ce Vendredi matin, Bibaka F. dont la vie n'était visiblement pas rose, aurait décidé de consulter un ngangas en compagnie de son père N.J et de sa tante à Libreville. A la suite de cette consultation, le marabout lui aurait confié que la famille de sa mère serait à l'origine de son mal être et aurait proposé un traitement qui conduirait à des bains et au sacrifice d'un mouton pour exorciser le mal. Ce traitement aurait pris une semaine.

Un mois après, Bibaka F. ressentant toujours ce mal être, c'est-à-dire des présences invisibles qui l'empêchaient de dormir, se serait rendu avec sa mère N.S., avec l'autorisation de son père, à Kango pour voir un peu plus clair car selon ce dernier, Libreville regorgerait de trop de faux ngangas. Là-bas à Kango dans un temple de Bwiti, le Nganga lui aurait révélé cette fois ci, que c'était la famille de son père qui serait à l'origine de son mal être. Bien entendu, les intéressés lui auraient répondu que l'essentiel pour eux, c'était que leur fils guérisse. Il paraît que Bibaka perdait souvent connaissance aussi. Tout comme le premier, le ngangas prescrivra une liste et démarra le même jour un traitement. Mais au bout de trois jours, Bibaka constatant que son budget était mis à rude épreuve, puisqu'il fallait acheter à boire et à manger régulièrement pour toute la communauté en plus des sommes d'argent à chaque fois demandées, décida d'interrompre le scénario qu'il aurait qualifié d'arnaque. Le lendemain, décidé de régler son problème et d'en savoir un peu plus, vu que ses parents étaient à chaque fois cités, Bibaka se serait rendu chez un 3ème ngangas, cette fois ci, avec un oncle. Nous sommes là, sur la route de Bifoun où ce dernier lui aurait fait comprendre que ce serait sa famille paternelle et celle maternelle qui seraient à l'origine de son mal être car ceux-ci se discuteraient quelque chose chez elle... Là aussi, une liste lui aurait été prescrite. Sauf que, à la différence des 2 premiers, ce ngangas lui aurait demandé de ren-



Le temple de bwiti, lieu sacré en Afrique mais aussi lieu de tous les risques

trer à la maison d'abord pour ensuite revenir seul, c'est-à-dire sans aucun parent, afin d'aller dans la brousse profonde, le soumettre à un rituel d'initiation pour le soigner. Ce que l'intéressé aurait accepté.

Le lendemain, revenu sur les lieux, Bibaka se serait rendu dans la brousse de Bifoun où une cérémonie aurait été organisée dans un mbandja aménagé visiblement pour ce genre de travaux, en présence des deux seuls assistants du ngangas. De tout cérémonial, de l'Iboga lui aurait été ingurgité. Toutefois, Bibaka serait entré en transe pour perdre connaissance quelque temps après. Inconscient, il serait même entré dans un coma profond du fait du produit ingurgité certainement en excès. Voyant la situation se dégrader et au vu des incantations sans succès du ngangas toute la nuit, l'un des assistants se serait retiré discrètement vers 5 heures du matin pour prévenir la famille par l'entremise de l'oncle, interloqué, qui ne savait pas que Bibaka y était reparti seul. Instruits de la situation à l'arrivée sur les lieux et vu que Bibaka ne reprenait pas connaissance, les parents, le cœur en lambeaux, emmenèrent ce dernier au centre de santé, dont le pouls battait à peine, pour le ranimer. Bien entendu, il reprit tous ses esprits vers 19h.

De justesse, Bibaka échappe à la mort pour s'être adressé à des vendeurs d'illusion. Mais si tant est qu'il existe sur terre des médecins capables de guérir de nombreux maux de l'âme, il vaut mieux, dans le flou artistique de la vie aujourd'hui, s'en remettre au Dieu Souverain de toutes choses et Maître de la Création.

La rédaction

GRILLE TARIFAIRE DE POTENTIEL HEBDO

	DESIGNATION	TARIF
PETITES ANNONCES (PAP)	Rubrique Potentiel Fouineur Rubrique Potentiel Immobilier + Photo toutes rubriques PAP	Les petites annonces sont gratuites
PETITES ANNONCES (PAC)	Module Potentiel avis tous les signes Module Potentiel à la une tous les 25 signes + Photo Potentiel avis + Photo Potentiel à la une	1 000 F 3 200 F 5 200 F 10 500 F
FRAIS TECHNIQUES DE CREATION DE MAQUETTE	Formats Oreille, Bandeau, 1/8, 1/6, 1/5, 1/4 et 1/3 de page Format 1/2 page de Couverture Format 2è de Couverture la page Format, Double page centrale	30 200 F 70 300 F 140 500 F 250 300 F
EMPLACEMENTS DE COUVERTURE	Oreille de couverture Première de couverture Bandeau 2ème de couverture	99 000 F 520 000 F 253 000 F 983 000 F
EMPLACEMENTS INTERIEURS	1/8 page 1/6 page 1/5 page 1/4 page 1/3 page 1/2 page 1 page Double page centrale	82 600 F 90 000 F 120 000 F 160 900 F 210 000 F 295 000 F 610 000 F 983 300 F

DOSSIERS ET REPERES

Logement à Libreville : la calvaire des locataires

SOCIAL

LA QUÊTE D'UN LOGEMENT DÉCENT

Libreville, capitale politique du Gabon et grand pôle d'attraction des affairistes de toutes catégories, dont la grande majorité vient des pays voisins, d'Afrique de l'ouest, du Maghreb et d'Asie, pour ne citer que les plus représentatives sur le territoire, compte pratiquement la moitié de la population du pays. L'absence d'une urbanisation totale de la ville fait en sorte qu'il y existe, çà et là, des quartiers entièrement sous-intégrés et envahis par des populations désœuvrées, d'origines diverses, en quête d'un logis pour survivre avec femmes et enfants. Le pire dans cette affaire, c'est de penser pouvoir trouver un logement décent dans des quartiers dits résidentiels, à l'instar de la Sablière, les Trois quartiers, Louis, Cité Damas, etc. ; car, en dehors des escrocs convertis en démarcheurs et un ou deux journaux d'annonces générales, il n'existe nullement de véritables agences d'annonces publiques et diverses, susceptibles de faciliter toute quête de logement, quelque soit le quartier ou le client. Tout semble montrer, à la désolation de tous, qu'une fois de plus, les Librevillois, bien qu'étant au seuil du XXIème siècle, n'ont toujours pas le sens des affaires et encore moins la conscience entrepreneuriale. Or, la mise en place de telles agences d'annonces, d'offres, de ventes ou

sont disponibles ne semblent pas toujours être à la portée du portefeuille du grand nombre des demandeurs. Les loyers sont excessivement élevés, pratiquement au-dessus du salaire d'un fonctionnaire gabonais de catégorie A, la plus importante ; et si jamais l'accès à un logement était conditionné par la présentation d'un bulletin de salaire comme l'exigent les bailleurs en Europe, il est sûr et certain que nombre de gabonais dormiraient à la belle étoile. C'est vrai qu'une bonne frange de la population dans les quartiers populaires tels que Bellevue, Kinguelé, Derrière l'hôpital, Venez-voir, etc., vivent déjà depuis fort longtemps, cette situation de désolation extrême en habitant dans des abris délabrés, faits de carton, de tôles et d'autres objets tout droit issus des décharges publiques. Il est constaté, cependant, que les prix si souvent exorbitants n'obéissent pas toujours à logique commerciale du rapport qualité-prix, c'est à croire que le montant du loyer semble dépendre du lieu de résidence, c'est-à-dire le quartier, et non, en aucune façon, du logement à proprement parler, le véritable objet de convoitise.

LES BAILLEURS VÉREUX

Outre les difficultés d'accès à un logement décent qui découragent dès le départ plus d'un citoyen, les éventuels locataires, une fois logés, subissent sans relâche les pressions quotidiennes

propriétaires des lieux : « Je ne rembourse rien, ce n'est pas moi qui vous ai demandé de faire les travaux dans ma maison ! », ou encore d'autres préfèrent être brefs mais bien catégoriques : « c'est normal que vous retapiez la maison, c'est bien vous qui y habitez, non ? », sinon : « sortez de ma maison si vous n'êtes pas contents !!! ».

Le manque de civisme pour une autre catégorie de bailleurs s'illustre par une arrogance frisant l'indécence, surtout lorsque la fin du mois est proche, ils perdent patience et leur sang froid, et n'hésitent guère de solliciter le paiement de loyer avant la date normale. Pourtant, à ce sujet, tout semble être bien clair dans notre pays, les locataires sont tenus de s'acquitter de leurs loyers chaque fin de mois et non avant. Or, malheureusement, certains pensent être dans certains pays occidentaux comme aux Etats Unis d'Amérique, par exemple, où les loyers sont payés à la fin de la semaine, ainsi que les salaires évidemment. Ce qui, pourtant, n'est pas le cas au Gabon ; car toutes les populations présentes sur le territoire national savent que les salaires sont mensualisés et par conséquent, les factures sont aussi payées de la même façon, qu'il s'agisse de la SEEG pour l'eau et l'électricité ou de Gabon Télécom pour le téléphone. C'est donc tout à fait logique que les loyers soient aussi payés éventuellement à la fin du mois. Que les bailleurs prennent leur mal en patience !!!

MAUVAIS LOCATAIRES

S'il faut couper la poire en deux, nous dirons simplement qu'autant il existe des bailleurs véreux et très mal intentionnés, autant il existe peu de locataires sociables susceptibles d'être de bons voisins. Si certains brillent dans le vacarme et autres tapages nocturnes, d'autres se contentent de montrer qu'ils ne sont nullement les adeptes de l'esthétique et ignorent simplement les règles élémentaires de la vie entre personnes civilisées. Les paresseux et adeptes de l'insalubrité estiment qu'ils n'ont pas à débroussailler le pourtour de la maison dont ils sont locataires ou encore ne voient pas l'utilité de faire attention à la propreté du carrelage ou de la peinture, par exemple, sous prétexte qu'ils ne sont pas propriétaires des lieux, et préfèrent cohabiter avec toutes sortes de bestioles : cafards, moustiques, fourmis, geckos, etc. Il est inutile de rappeler qu'en dehors de la présence de ces bestioles, la conséquence directe de la saleté due aux ordures ménagères, est sans aucun doute, l'exhalaison

de fortes odeurs pestilentielles capables de rendre malade un individu. Par manque de lucidité et sûrement de véritables repères esthétiques, beaucoup semblent, contre vents et marées, confondre de telles horreurs pour nos narines aux parfums ambiants de l'intérieur de maison souvent distillé par des diffuseurs électriques. Pourtant il n'y a nulle comparaison entre la lavande ou la rose et les odeurs d'une nourriture complètement avariée ; les parfums à base de plantes et de fleurs sont doux, alors que les poubelles dégagent des odeurs très désagréables.

sentiellement un logement décent pour chaque famille, un travail, de l'eau potable et l'électricité pour tous. De tels changements devront paraître très effectifs à l'horizon 2025 ; une initiative, somme toute, intéressante si et seulement si tous les gabonais se mettent sérieusement au travail et adoptent une attitude réellement patriotique au service de toute la nation. Ce rêve n'est pas celui des gouvernants seuls, il implique aussi bien les autres gabonais que toute personne ayant choisi de vivre sur le territoire national.

Par ailleurs, nous voyons à Li-



Les populations des quartiers sous-intégrés et leur quotidien

C'est à croire que c'est parfois certains locataires qui poussent même des bailleurs à devenir si durs avec les immobiliers, surtout si l'on tient compte du coût de telles dotations qui sont capables d'appauvrir plus d'un, car les matériaux de construction sont excessivement chers. La main d'œuvre s'avère aussi très compliquée que l'achat d'infrastructures, au point où les propriétaires dits bailleurs deviennent très prudents et tiennent mordicus à leurs biens qu'ils protègent, justement, contre les mauvais locataires. Est-ce parce que l'on débourse de l'argent, en tant que locataire, que l'on peut se permettre de détériorer l'espace dans lequel l'on vit en famille ? Pourquoi un tel manque de civisme et de savoir-vivre en milieu urbain ? Doit-on conclure, peut-être de façon hâtive, que nombreux parmi nous sont sûrement ceux-là qui sont habitués à la vie rurale de nos villages sous les palmiers et les bananiers qu'au tumulte vertigineux de grandes villes modernes ?

FAUT-IL COMPTER SUR LES MAISONS DE L'ETAT ?

Les autorités gouvernementales s'alignent derrière le Chef de l'Etat pour permettre aux Gabonaises et aux Gabonais d'avoir une vie suffisamment aisée, dont les priorités sont es-

breuille, dans la plupart des nouveaux quartiers tel qu'Angondjé ou Okala, par exemple, des maisons en construction depuis un certain moment, alors tout le monde se pose moult questions : qui a droit à ces habitations ? Comment y accède-t-on ? En effet, officiellement, le ministère de l'habitat qui en a la charge demande aux gabonais de constituer des dossiers de demande de logement qu'ils doivent déposer dans ses locaux, or, tristement, il y en a pourtant qui remplissent les conditions exigées, comme un salaire adéquat, mais malheureusement, la réalité montre que l'on peut attendre une dizaine d'années voire toute sa vie sans suite, même négative, en guise de réponse. Alors qu'il y a des gens qui occupent quotidiennement ces nouvelles bâtisses. Qu'en est-il réellement ? D'aucuns estiment que ce sont toujours les mêmes tout-puissants du pays qui occupent les maisons et se les repartissent entre eux ? Où se situe finalement la réalité ? Pourquoi au ministère de l'habitat, il est demandé de renouveler à chaque fois les dossiers de demande de logement lorsqu'un nouveau ministre arrive avec une autre équipe ? N'y a-t-il pas une continuité de l'administration en ces lieux ? L'Etat est-il un bon bailleur, en fin de compte ?

Dr Alphonse NDIINGA NZIENGUI, Maître-assistant des universités



Vue d'un des quartiers huppés de Libreville

d'achats, peut constituer un élément de départ en terme d'activités professionnelles pour les futurs chefs d'entreprises qui sortent, de nos jours, de nombreuses écoles de management que regorge le pays, à l'image, de toute évidence, de l'Institut des Hautes Etudes de Management (IHEM).

Il va sans dire que, si d'une part il est difficile de trouver un logement commode à Libreville, compte tenu du mauvais système de ventilation de l'information, d'autre part, les rares maisons ou appartements qui

du bailleur qui croit, souvent à tort et par ignorance de la loi, avoir tous les droits sur les locataires parce qu'ils sont propriétaires d'une maison. Or, il est souvent reproché à ces bailleurs de toujours vouloir augmenter de façon inopinée le loyer et, par ailleurs, de ne pas être compréhensifs lorsqu'il s'agit de rembourser les frais du locataire suite à la réalisation de certains grands travaux de réfection de la maison. Certains véreux se contentent de répondre, une fois que les factures des dépenses leur sont présentées en tant que

GESTION D'ENTREPRISE

Le Code gabonais de la communication en chantier

Quoi qu'en pensent de nombreux professionnels des médias et universitaires locaux, la loi n°12 du 12 décembre 2012 portant Code de la communication en République gabonaise est nécessaire. Elle montre les contraintes légales auxquelles sont assujettis les communicateurs dans l'exercice de leur profession. Et cela d'autant que la liberté de la communication n'est pas une licence ni une absence de règles ni encore moins une soumission aux forces du marché et de la concurrence. Malgré sa nécessité, elle doit, sur de nombreux points, être réaménagée pour mieux traduire les libertés fondamentales, s'ouvrir aux mutations scientifiques et technologiques, à la mondialisation de la communication, et concilier l'originalité ou la spécificité de cette activité : liberté et aventure industrielle. Un vrai défi pour les politiques, les juristes ou les législateurs, les professionnels des médias, anciens et nouveaux, les spécialistes des sciences de l'information.



Une vue du bâtiment abritant le Conseil national de la communication (CNC)

LA REGLEMENTATION DE LA COMMUNICATION : UNE NECESSITE ET NON UNE CENSURE

Comme toute autre activité sociale ou humaine, la communication ne saurait, dans un Etat de droit, échapper à la nécessité d'une réglementation. Expression de la volonté politique, cette dernière est différente mais nécessaire, quels qu'en soient la nature, les objectifs et l'orientation.

Contrairement à une idée communément répandue, la réglementation de la communication n'est pas une censure mais une condition ou une garantie de la liberté. A ce sujet, Emmanuel Derieux note : « Du point de vue du droit, et même si aucune définition préalable, générale et précise, n'en a véritablement été proposée, relèvent de la communication toutes les activités qui, au moyen de l'écrit, de la parole, de l'image, du son ou de toute autre forme de signes, contribuent à rendre publics des faits, des données, des idées, des connaissances, des sentiments, des opinions... L'exercice de ces activités avec l'utilisation des techniques ou des supports qui les rendent possibles, les personnes qui, professionnelle-

ment au moins, s'y adonnent, les structures, les institutions ou entreprises dans lesquelles elles le font tout comme le résultat de leur action, les œuvres ainsi créées ou les contenus des messages ainsi diffusés... concernent ou constituent la communication, objet de la réglementation... ».

Ce qui en droit est essentiel, c'est la notion de PUBLIC, de PUBLICATION ou de PUBLICITE, au sens de ce qui est rendu public. Il n'y a pas de droit de la communication s'il n'y a pas de publication ou, tout au moins, vocation à une possibilité de publication ou de publicité. Le droit de la communication est le droit de la publication...

En d'autres termes, la communication est « nécessairement soumise à un certain nombre de règles de droit ». Il est, en effet, indispensable « d'assurer l'ordre dans la société, de déterminer les conditions d'exercice de l'activité de la communication, de limiter les abus qui pourraient être commis, d'empêcher que des dommages ne soient injustement et inutilement causés à des individus, aux organisations ou à la collectivité ». Et au cas où cette réglementation ne

serait pas respectée, il faut prévoir les formes et les moyens de la répression et de la réparation. A travers une telle réglementation, le législateur cherche à maîtriser l'usage des technologies de l'information et de diffusion, « à faire en sorte que chacun puisse y accéder dans les mêmes conditions ou au contraire, à en réserver le privilège à quelques-uns ; à interdire l'utilisation de certains procédés susceptibles de porter atteinte aux libertés individuelles et publiques ».

Réglementer la communication signifie, concrètement, fixer les régimes ou les statuts juridiques des entreprises ou des institutions, des contenus ou des messages, des produits ou des prestations ou encore des services, des professionnels. Les contenus ou les messages, les produits ou les prestations ou les services, par exemple, se multiplient et se diversifient, à la faveur des mutations scientifiques et technologiques et du triomphe de l'économie de marché. Il en est de même des professionnels. Expression de la volonté politique, la réglementation est nécessaire, quels qu'en soient la nature, les objectifs, l'orientation.

Quoi qu'il en soit, le Code, ici, comme dans d'autres activités, se veut une contrainte légale. Il est à la fois la traduction et la conséquence de justes et nécessaires limites que comporte la liberté de la communication. Sur cette base, la possession dudit Code est une condition de l'exercice des métiers de l'information en général, du journalisme en particulier. Parce qu'ils l'ignorent ou le méconnaissent, bon nombre de journalistes locaux confondent la liberté de la communication avec le droit de tout écrire, de tout montrer, de tout diffuser et, par voie de conséquence, sont coupables de dérapages ou de dérives. Ceux-ci renvoient aux atteintes aux droits fondamentaux de la personne humaine, lesquelles ont pour noms : diffamation, injure, outrage, accusations sans fondement. Plus que les sanctions du Conseil national de la communication, les pesanteurs politiques et les contraintes administratives, l'ignorance et/ou la méconnaissance du Code de la communication en vigueur en République gabonaise, de la part de maints hommes de presse locaux, banalise, discrédite le journalisme.

Dr Analet NDONG NGOUA, Maître-assistant des universités

Potentiel brèves

QUATRE MEMBRES DU GOUVERNEMENT FACE AUX DÉPUTÉS



Les ministres de la santé, de la fonction publique, du budget et des transports étaient récemment face aux élus du peuple. Devant la représentation nationale, les membres de l'équipe du Pr Ona Ondo se sont montrés peu convainquant sur les questions en rapport avec leurs départements respectifs et ont visiblement laissé les députés sur leur faim.

LA QUESTION DE LA BIODIVERSITÉ



Le premier symposium consacré à la biodiversité en forêt tropicale a récemment tenu ses assises à l'Institut français de Libreville. Pendant cette rencontre, les différents intervenants ont chacun à leur tour édifié les participants sur l'importance de la biodiversité mais aussi sur la nécessité de la protéger. Notons que ce symposium s'est tenu en présence du commissaire général du Cenarest, Pr Daniel Franck Idiata.

EDUCATION : RETOUR À LA CASE DÉPART



Le ministre de l'éducation nationale, Pr Léon Nzouba a, au cours d'un point de presse, annoncé des mesures concernant la délivrance des diplômes du premier et du second degré général. (CEP, BEPC, Baccalauréat). Il a par ailleurs annoncé qu'à partir de 2015, les épreuves du second tour du baccalauréat seront écrites.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE LA FÉGAHAND



La Fédération gabonaise de handball a tenu son assemblée générale à Mouila dans la province de la Ngounié. Pendant cette rencontre que présidait Dr Nicole Assélé, les rapports moral et financier ont été adoptés par les ligues. Notons que cette assemblée générale s'est tenue en présence du président du Comité national olympique, Léon Folquet.

La rédaction

L'IHEM - Institut des Hautes Etudes de Management en abrégé I.H.E.M. est un établissement privé d'enseignement supérieur de gestion des entreprises et des administrations, sous régime LMD, reconnu par l'Etat.

L'Ecole supérieure de ré

L'IHEM est un établissement privé d'enseignement supérieur de gestion des entreprises et des administrations, sous régime LMD, reconnu par l'Etat.

Fondée en septembre 2005 par M. Constant OYONO EBANG OBAME, cette Ecole offre aux étudiants, un enseignement pluridisciplinaire entièrement consacré aux études économiques et commerciales et constituant, une véritable synthèse de connaissances dans le domaine du Management des entreprises et des administrations à partir d'une unité de conception et de méthode induisant une forte complémentarité du corps professoral et une large possibilité d'options offertes aux étudiants.

L'I.H.E.M. entend donner aux étudiants venant de tous les horizons, une formation reposant sur un parcours prestigieux et conduisant à des postes à hautes responsabilités dans les administrations nationales, les organisations internationales, les entreprises industrielles, commerciales ou de service, les banques et les sociétés d'assurance ou de conseil, les cabinets juridiques ou la création de leurs propres entreprises.

Et c'est pourquoi, l'Ecole a mis en place une politique de coopération avec un certain nombre d'universités et d'Ecoles telles que la Rouen business School (France), l'IESEG School of management de Lille (France), l'Université de Québec à Montréal-UQUAM (Canada) et l'Université de Douala (Cameroun). L'I.H.E.M qui croit que la formation technique et professionnelle doit s'accompagner à part égale de la culture générale, entend former des professionnels capables de maîtriser les nouveaux courants économiques et commerciaux et ayant une bonne ouverture intellectuelle, nécessaire à tout décideur.

A cet effet, des formations de premier, second et troisième cycles sont proposées conduisant à une diplomation homologuée par l'Etat, à finalité technique et professionnelle, à savoir :

- Le Bachelor ou Licence professionnelle en trois (3) années après le Baccalauréat (Cycle normal : 180 crédits) ou en 1 année après le DUT (Cycle spécial : 60 crédits) ;
- Le DESS ou Master 2 en deux (2) années après la Licence (Cycle normal : 120 crédits) ou en une (1) année après la Maîtrise d'université (Cycle spécial : 60 crédits) ;
- L'Exécutive MBA Master of Business Administration en deux années après le Master 2, le DESS ou le DEA (Cycle normal : 90 crédits) ou en une année (Cycle spécial : 45 crédits) ;
- Le Doctorat en une (1) année après l'Exécutive MBA

Le modèle de formation que développe l'I.H.E.M, un modèle internationalement reconnu pour le Management de haut niveau, est basé grosso modo sur deux grands principes :

- Une sélection rigoureuse des candidats;
- Une volonté d'excellence académique en prise directe avec la réalité de la vie professionnelle.

PROGRAMME DE BACHELOR SPECIALISE OU LICENCE PROFESSIONNELLE

Le programme de Bachelor ou Licence professionnelle qui s'étend sur une année est d'abord recommandé aux professionnels, fonctionnaires et aux détenteurs d'un diplôme supérieur (BTS, DUT, LP 2 soit BAC + 2) en activité de préférence et ayant des connaissances en marketing, commerce, finance, gestion, comptabilité, communication, administration et informatique.

Ensuite, les élèves détenteurs du baccalauréat, toutes séries confondues, peuvent y être inscrits pour une formation d'une durée de trois (3) années avec la possibilité de passer le DUT.

Le programme de Bachelor a pour thème général, les rapports entre l'entreprise ou l'administration et le management. De là, découlent ses deux caractéristiques :

- C'est un programme d'initiation : il a pour objet d'introduire au langage, au raisonnement et aux grandes divisions managériales, de rendre familier le monde du management ;
- C'est un programme de synthèse: partant de l'idée que les différentes disciplines managériales applicables à l'entreprise et d'abord le marketing, ne se comprennent bien qu'à partir de solides connaissances en gestion, il lie en permanence, l'étude de cette discipline aux autres disciplines: commerce, communication, administration, finance et comptabilité.

En tout, il comporte, tous les éléments d'une bonne formation en Gestion des Entreprises et des Administrations dont les options proposées sont:

- 1 - Information et Communication. Options : Communication d'Entreprise* / Marketing communication**.
- 2 - Gestion commerciale. Options : Techniques de commercialisation* / Commerce international* / Douane transit* / Gestion logistique et transport** / Management des unités commerciales* / Marketing et commerce international**.
- 3 - Gestion financière et comptable. Options : Comptabilité gestion* / Banque finance* / Finance comptabilité** / Banque assurance* / Assurance* / Audit et contrôle de gestion financière**.
- 4 - Gestion administrative. Options : Administration générale* / Administration diplomatique et consulaire** / Administration des affaires maritimes** / Administration scolaire et universitaire** / Administration du travail*

5 - Gestion des PME et PMI**. Options : Entrepreneurat (Création et gestion des entreprises) *

6 - Gestion des ressources humaines**. Options : Gestion du personnel* / Administration du personnel* / Audit et contrôle de gestion sociale**.

7 - Gestion touristique. Options : Gestion touristique et hôtelière* / Gestion touristique et environnementale** / Tourisme international**

8 - Carrières juridiques **. Options : Assistant juridique / Conseil juridique / Clerc d'huissier** / Clerc de notaire** / Assistant d'avocat**

9 - Gestion et administration des institutions hospitalières et sécurité sociale

10 - Gestion et administration des collectivités locales

* DUT
**Licence professionnelle et Masters

LE MASTER'S IN MANAGEMENT, L'EXECUTIVE MBA ET LE DOCTORAT

Le programme de Master's de l'I.H.E.M qui s'étend sur dix huit (18) mois est d'abord recommandé aux personnes titulaires d'un diplôme de Bachelor ou Licence professionnelle et ayant de bonnes connaissances en matière de gestion. Il peut s'étendre également sur neuf (9) mois dont trois mois de stage pour les élèves titulaires d'un diplôme de Master 1 ou de la Maîtrise d'université.

L'Exécutive MBA - Master of Business Administration s'étend sur 12 mois de formation et reçoit des étudiants titulaires d'un Master 2 professionnel ou de recherche. Le Doctorat quant à lui s'étend sur une année après l'Exécutive MBA

Il s'agit de former des cadres spécialistes du Management, capables de mener à bien des missions de diagnostic, de planification et de conception des systèmes de gestion, d'organisation des entreprises et de maîtrise des processus décisionnels.

Cette formation en même temps généraliste et spécialisée au Management de haut niveau repose sur cinq principes:

- Stimuler les capacités intellectuelles;
- Favoriser le développement personnel;
- Produire des décideurs opérationnels capables d'assurer un haut niveau de responsabilité ;
- Renforcer l'adaptabilité et la mobilité des dirigeants de demain;
- Développer et acquérir une vision internationale.

Cette formation met donc l'accent sur la gestion conçue comme un processus intégré, et exige de la part des étudiants, une perception globale de l'environnement économique, technique, culturel et éthique de l'entreprise.

ORIENTATION ET PLACEMENT

Le service information et orientation de l'I.H.E.M sur les filières de formation et les carrières offre des prestations visant à assurer des relations optimales entre les diplômés et les entreprises :

FRAIS DE SCOLARITE

CYCLES	D.U.T.	BACHELOR / LICENCE PROFESSIONNELLE	MASTER'S 1 & 2	MBA	DOCTORAT
Frais de scolarité	Jour ou soir cycle normal	Cycle spécial	Cycle spécial / Cycle normal	Cycle spécial	Cycle spécial
Inscription	90.000	90.000	90.000	90.000	90.000
1 ^{ère} option	540000	720 000	900 000	1200 000	1800.000
2 ^{ème} option	270000 x2	360 000 x 2	450 000 x 2	600 000 x 2	900.000 x 2
3 ^{ème} option	180000 x3	240 000 x 3	300 000 x 3	400 000 x 3	600.000 x 3
4 ^{ème} option	90000 x6	120 000 x 6	150000 x 6	200 000 x 6	300.000 x 6
5 ^{ème} option	70000 x8	-	-	-	-

PIECES A FOURNIR POUR L'INSCRIPTION

1. Lettre de motivation du candidat adressée à l'Administrateur Directeur Général de l'I.H.E.M ;
2. Copie légalisée de l'acte de naissance ;
3. Copie légalisée de diplôme du Bac, du DAEU, du D.U.T. / B.T.S. / D.T.S, de la Licence, de la Maîtrise, du DEA, du Master 2, du MBA ou l'équivalent ;
4. Attestation d'expérience professionnelle pour les travailleurs ;
5. 4 Photos d'identité ;
6. Frais d'inscription + 1er versement selon l'option choisie ;
7. Frais de mutuelle junior entreprise : 20 000 F CFA (payable à l'inscription) ;
8. Uniforme scolaire (2 tenues + polo) : 100 000 FCFA ;
9. Frais d'examen de fin d'année : D U T : 60 000 FCFA ; Licence professionnelle : 80 000 FCFA ; Master 2 : 100 000 FCFA ; Exécutive MBA : 200 000 FCFA ; Doctorat : 300 000 FCFA (payable à l'inscription) ;
10. Frais de soutenance D U T : 50 000 FCFA / L P : 70 000 FCFA / Master : 100 000 FCFA / MBA : 200 000 FCFA / Doctorat : 300 000 FCFA.



PARTEN

AUX I

DIPL

DE T

BA

P

ADMINIST

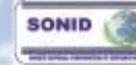
Etabliss

Campus A sis à STF

Etudes de Management, référence au Gabon



2014 - 2015



Institut des Hautes Etudes de Management



PARTENARIAT AVEC L'ETAT - BOURSIERS ACCEPTÉS

PREPARATION
DIPLOMES D'ETAT DE:

DEGRÉ UNIVERSITAIRE
TECHNOLOGIE - DUT

BACHELOR / LICENCE
PROFESSIONNELLE

MASTER / DESS

MASTER
OF BUSINESS
ADMINISTRATION - EXECUTIVE MBA

DOCTORAT

- **Pôle des sciences de gestion**
 - Journalisme et Communication d'Entreprise
 - Gestion Commerciale et Marketing
 - Gestion Touristique, Hôtelière et Environnementale
 - Droit des Affaires et Carrières Juridiques
 - Réseaux Informatiques et Télécommunications
 - Transit-Douane et Logistique-Transport
 - Gestion financière, Banque, Assurances et Comptabilité
 - Gestion des Ressources Humaines
 - Gestion administrative et Collectivités locales
 - Gestion des hopitaux et Sécurité sociale
- **Pôles des sciences de la santé, et des sciences de l'industrie, ouverts dès l'année académique 2014 - 2015**

L'IHEM, pour une bonne formation de proximité et l'excellence au service des générations !

Institut privé d'Enseignement supérieur de Gestion des Entreprises et des Administrations agréé par l'Etat
 Contrat de partenariat N°00420/MENESTFPCJS avec le gouvernement gabonais
 Campus A / Campus B sis aux feux tricolores de la Peyrie / Campus C sis derrière les eaux et forêts entrée face Promo Gabon
 B.P. 26 764 Tél : 06 06 88 34 / 07 96 32 92 / 05 09 06 77
 Libreville - Gabon
 Site web : www.ihem-gb.org

Ils ont dit...

« Je suis né au Gabon. Je ne suis pas né au Congo ou ailleurs... »



Jean Ping, ancien dignitaire du PDG

« Nous allons essayer de combattre les pharmacies par terre »



Fidèle Mengue M'Engouang, Ministre de la santé

« Le Gabon n'est pas une tyrannie, il ne l'a jamais été et n'a pas vocation à le devenir »



Jean Sylvain Mandza, secrétaire national du PDG

« Les sociétés pétrolières doivent utiliser de plus en plus la main d'œuvre locale »



Etienne Dieudonné Ngoubou, ministre du pétrole et des hydrocarbures

« Pays beni de Dieu où il y a tout mais la où tout manque »



Movaizalaine, groupe de rap gabonais

La rédaction

POTENTIEL ANNONCES

EMPLOI

DEMANDE

Jeune comptable dynamique avec expérience professionnelle et titulaire d'un DUT, cherche emploi. Tel 07295258/06935503

IMMOBILIER

LOCATION

Loue Local commercial en bordure de la route au Charbonnage. 350000fcfa sans charge. Tél 06347284

Loue Appartement à Owendo en bordure de route 2 chambres, salon, cuisine, 250000fcfa. Tel 06347284

Loue Appartement en dur 2 chambres, salon, cuisine, douches et WC dans la clôture. 400000fcfa sans charges à Alibadeng, tel 06347284

Loue Appartement en dur nouvellement construit, 2 chambres, salon, cuisine, 2 douches, WC à Nzeng Ayong. 250000fcfa sans charge, mois, caution et frais d'agence. Tel 06347284

Loue Appartement de 2 chambres, salon, cuisine, douche et WC interne à Ozangué. 180000fcfa sans charge, mois, caution et frais d'agence. Tel 06347284

Loue Appartement de 3 chambres, salon, cuisine, 2 douches, 2 WC à Avorbam, 200000fcfa sans charges. Tel 06347284

Loue Appartement de 2 chambres, salon, cuisine, douche et WC, à Agondjé. 300000fcfa, tel 06347284

Loue Appartement, 2 chambres, 1 douche, WC, terrasse, un grand salon, chauffe-eau et 3 splits le tout dans la barrière à belle vue III. Loyer, caution et frais, 350000fcfa. Tél 04264698 / 06358237

Loue Appartement 1ere mains, salon, 4 chambres, cuisine, 2 douches, 2 WC à Okala, 450000FCFA loyer, caution et frais d'agence. Tél 03276841/07373427

Loue Appartement première mains, 2 chambres, salon, cuisine, 2 douches, 3 WC, terrasse, compteur eau, Edan clôture, 3 splits. 350000fcfa à NzengAyong. Tél 07510224

Loue Appartement en dur de 2 chambres, salon, cuisine, douche, WC, WC visiteurs, balcon, carreaux au mur, dans clôture à Nzeng Ayong. 300000fcfa sans charge, mois plus caution et frais d'agence. Tel 06347284

Loue Appartement, 2 chambres, salon, 2 douches, 2 wc, split. 330000FCFA, tel 07061480 à la cité rose

Loue Duplex, 5 chambres, 2 salons, cuisine, placards, 6 douches, 5 WC, terrasse, carreaux, compteur d'eau, Edan, garage, petit jardin, clôture individuelle, gardien jour et nuit, 1000000fcfa, avance, caution et frais d'agence, à Mindoubé II, Tél: 03173260 / 06091553

Loue Villa en dur, 4 chambres, salon, cuisine, douche et WC interne à Agondjé. 400000fcfa sans charges à cherko. Tel 06347284

Loue Maison en dur à l'ancienne Sobraga, 2 chambres, salon, cuisine, douche et WC interne, et terrasse. 200000fcfa sans charge, mois, caution et frais d'agence. Tel : 06347284

Loue Villa en dur à Damas 4 chambres, grand salon, grande cuisine, terrasse dans clôture. 500000fcfa sans charges, tel 06347284

Loue Maison en dur, 2 chambres, salon, cuisine, douche et WC interne avec travaux de finition. 170000fcfa sans charges, tel 06347284

Loue Maison en dur à Lalala Dakar, 250000fcfa, 3 chambres, salon, cuisine, douche et WC. Tel 06347284

Loue Maison, 2 chambres, douche, wc, cuisine, 125000fcfa à Baraka, libre le 7 mars. Tel 07061480

Loue Studio en dur, chambre, salon, cuisine, douche et WC interne, balcon, et terrasse à Nzeng Ayong Dragage. 180000fcfa avec eau. Mois, caution et frais d'agence, tel 06347284

Loue Studio en dur, chambre, salon, cuisine, douche et WC à Sibang carrefour Betsaida, 130000f avec eau, mois, caution et frais d'agence. Tel : 06347284

Loue Studios nouvellement construits : grande chambre, grand salon, grande cuisine, douche et WC, balcon. 170000fcfa sans charge, mois caution et frais d'agence. Tel 06347284

Loue Villa, 2 chambres, salon, cuisine, 2 douches, 3 WC, clôture individuelle, carreaux. Avance, caution, et frais d'agence 500000fcfa à Agondjé. Tel 07510224

Loue Villa à Okala, 3chambres, 1 salon, 1 cuisine, 2 douches et WC, 2 terrasses, 1 parking. 450000fcfa agence, tel 05576976

Loue Studio en dur chambre, salon, cuisine, douche et WC interne à la cité de Nzeng Ayong. 160000fcfa, tel 06347284

Loue Grande maison de 3 chambres, 2 douches, 2 terrasses, 1 grand salon. 260000FCFA à Alibadeng, Tél: 07061480

Loue chambre Américaine, cuisine, douche et WC dans barrière sécurisé. 150000fcfa, tel 04264698/06358237

Loue Maison à Mindoubé III, 3 chambres, 1 salon, cuisine, 3 douches et WC interne, 2 terrasses. 175000fcfa agence, tel 05576976

Vend Maison en dur jusqu'au chainage, prix 6000000fcfa à belle vue I. tel 04603720/06065067

Loue Appartement en dure bon standing à Nzeng Ayong en bordure de route. 2 chambres placard, salon douche WC + WC visiteur dans clôture.300000f sans charges, mois, caution, frais. Tel : 06347284.

Loue Studio, salon, chambre, cuisine américaine, douche, WC, avec split, clôture à Kalikak. 175000fcfa/mois, loyer, caution et frais d'agence. Tel : 03276841 / 07373427

Loue Studio, chambre, salon, douche, wc, cuisine, 150000Fcfà à Akebé ville. Tel 07061480

Loue Studio, chambre, salon, cuisine, 2 douches, WC, chauffe eau, placards, clôture. 170000fcfa à Akebé plaine. Tel 07510224

Loue Villa, 3 chambres, salon, cuisine, 3 WC, 2 douches indépendante, jardin, clôture individuelle. 500000fcfa à Agondjé au château, avance, caution, et frais d'agence. Tel 07510224

Loue Studio en dur à Ozangué, 180000fcfa sans charges. Tel 06347284

Loue Studio en dur au charbonnage, chambre, salon, cuisine, douche et WC dans la clôture. 250000fcfa sans charges, tel 06347284

Loue Studio en dur clôturé, chambre, salon, cuisine, douche et WC, climatisé, libre a la fin du mois. 150000fcfa, tel 04901750, à Nzeng Ayong

Loue Bar à Sibang 3. 150000fcfa sans charge, tel 06347284

Loue Snack bar avec jeux de lumière, 300000fcfa sans charges. Tel 06347284

VENTE

Vend Villa de 4 chambres, grand salon 2douches, 2wc. 250000000f à Nzeng ayong. tel : 06347284

Vend Villa en dur, chambres, salon, cuisine, WC et terrasse à Nzeng Ayong. 24000000fcfa à débattre, tel 06347284

Vend Immeuble sur 1500m² inachevé, 4 appartements de 2 chambres, salon, cuisine, douche et WC, 2 studios, 1 duplex, 3 chambres, plan de bornage, à Okala Ciciba. 280000000fcfa à débattre. tel 04264698/06358237

Vend Villa 3 chambres, salon, cuisine, 2 douches et WC au quartier Razel à Owendo. 40000000fcfa, tel 05207948

Vend Maison en dur 3 chambres, salon, cuisine, douche, et WC à Nzeng Ayong. Prix : 30.000.000f, Tél : 06347284/ 03187739

Vend Maison en dur jusqu'au chainage, prix 6000000fcfa à belle vue I. tel 04603720/06065067

Vend Duplex a Nombakélé saint germain, 3 chambres, salon, cuisine, 2 douches, 2 WC plus dépendance sur le goudron. Prix 60000000f, titre foncier. Tel 05268078/ 06439103

Vend Maison en dur à l'ENS, 3 chambres, salon, cuisine, douche, et WC. 30000000fcfa, tel 06347284

Vend Maison en dur à Bel air Charbonnage, 2 chambres, salon, cuisine, 15000000fcfa à débattre. Tel 06347284

Vend Maison en dur, 2 chambres, salon, cuisine, douche et WC interne, en bordure de la route secondaire à Sibang 3. 16000000fcfa à débattre. Tel 06347284

Vend Maison en dur à l'ENS, 3 chambres, salon, cuisine, douche, et WC. 30000000fcfa, tel 06347284

Vend Immeuble à nzeng Ayang chez les sœurs. 380000000fcfa, tel 06347284

Vend Immeuble à 2 niveaux avec 6 appartements et des studios a coté sur 1800m2 de superficie. 400000000f à débattre avec titre foncié.tel :06347284.

Vend Villa en dur, en bordure de la route a Owendo, 90000000fcfa. Tel 06347284

Vend Maison 4 chambres à l'école normale.300000000f à débattre.tel :06347284.

Vend Studios 4 chambres valeur locative 390.000f/mois avec papiers à 30000000f à débattre.

TERRAIN

VENTE

Vend Terrain de 1500m² à Ntoun, 2000000fcfa à débattre. Tel 06347284

Vend Terrain à bambouchine vers la base Entraco. 3000000fcfa, à débattre, tel 06347284

Vend Terrain en bordure de la route à Owendo. Tel 06347284

Vend Terrain de 400m² à Montalier Nzeng Ayong. 10000000fcfa à débattre. Tel 06347284

Vend Terrain 1500, à la 2ème cité oprag d'owendo port avec titre foncier à 28.000000f

Vend Terrain 1200m2 avec soubassement d'une maison de 4chambres après la cité amissa d'angondjé avec titre foncier 11000000f.tel : 07852262.

Vend Terrain de 100m² à bel air au Charbonnage, 70000000fcfa. Tel 06347284

Vend Terrain au PK 16, 2000m², 5000000fcfa. Tel 06347284

Vend Terrain à Essassa 2000m², 6000000fcfa à débattre. Tel 06347284

Vend Terrain de 1000m2 au carrefour bambouchine après la base d'antraco. 4.000000f à débattre. tel : 06347284.

Vend Terrain 1200m2 avec soubassement d'une maison de 4chambres après la cité amissa d'angondjé avec titre foncier 11000000f.tel : 07852262.

Vend Terrain 1500, à la 2ème cité oprag d'owendo port avec titre foncier à 28.000000f

Vend Terrain au carrefour SNI Owendo en bordure de route 1000m², papier disponible. Demande de titre foncier en cours, décret définitif et autorisation de construire, plan de bornage de titre. 150000000fcfa, tel 05576976

Vend Terrain 5000m2 à 9000000f tel : 07852262

Vend Terrain au bord de mer à 450000000f tel : 07852262.

Vend Terrain 1500, à la 2ème cité oprag d'owendo port avec titre foncier à 28.000000f

ELECTROMENAGER

VENTE

Vend Télévision de marque Samsung (provenance France) 43 pouces, 109cm Tél: 06 25 39 79 / 06 52 90 20

AUTOMOBILE

VENTE

Vend Camion canter bon état, 11000000fcfa à débattre. Tel 06347284

Vend Touareg en bon état, 10000000fcfa à débattre. Tel 06347284

Vend Toyota Prado en bon état, 6000000fcfa à débattre, tel 06347284

Vend Toyota avensis, 4000000fcfa. Tel 06347284

Vend Toyota corola clando, 2500000fcfa à débattre. Tel 06347284

Vend Voiture Toyota advensis. 500000f à débattre. Tél : 06347284

NUMEROS UTILES & URGENCES

SERVICES PUBLICS

° Renseignements téléphoniques nationaux	12
° Renseignements téléphoniques internationaux	16
° Préfecture de police	01 72 00 43 / 17 20
° Dérangements téléphoniques	19
° Police secours	177
° SAMU et ambulances	13 00
° Infos sida	13 13
° Sapeurs pompiers	01 74 09 55 / 18
° CHU	01 74 40 80
° Gendarmerie nationale	01 73 11 58
° Permanence gendarmerie	01 73 20 36
° Police judiciaire	01 72 09 51
° Brigade anticriminelle	01 72 00 43
° SEEG dépannages	01 76 73 73
° Cabinet Préfet de police	01 72 09 00

HOPITAUX ET CLINIQUES

° Centre hospitalier de Libreville	01 74 40 80
° Hôpital de Nkemo	01 76 21 30
° Fondation Jeanne EBORI	01 73 27 71
° Hôpital d'Instructions des armées	01 79 00 00
° Cabinet de Groupe	01 74 32 32
° Cabinet médical NOMBIE	07 82 06 06
° Clinique BIYOGHE	01 74 29 62
° Clinique des Cinq Palmiers	01 74 31 40
° Polyclinique CHAMBRIER	01 76 14 68
° Clinique Sainte Alice	01 77 54 03
° Clinique de la Paix	01 72 14 69
° Polyclinique EL RAPHA	07 98 66 60
° Union médicale	01 73 70 85
° S.O.S Médecin	01 74 08 80
° Hôpital Albert SCHWEITZER	07 24 00 24

COMPAGNIES AERIENNES

° Aéroport de Libreville (ADL)	01 73 62 44
° Air France	01 79 64 64
° LUFTHANSA	01 74 08 40
° ROYAL AIR MAROC	01 73 10 25
° CAMAIR-CO	05 73 76 20
° Sénégal AIRLINES	01 72 14 45
° SOUTH AFRICAN AIRWAYS	01 72 41 91
° Air Nigéria	01 17 60 37
° AFRICA AIRWAYS BENIN	01 72 29 71
° SKY GABON S.A	01 44 32 68
° ETHIOPIAN AIRLINES	05 93 16 60

COMPAGNIE FERROVIAIRE

° SETRAG	01 70 80 60
----------	-------------

PHARMACIES DE GARDE

° Pharmacie de garde du PK6	06 75 61 12
° Pharmacie du beau séjour	01 76 55 93
° Pharmacie du commissariat central	01 74 64 22
° Pharmacie de nzeng-ayong	05 19 02 79
° Pharmacie de la Poste	01 72 83 30
° Pharmacie les Forestiers	01 72 23 52
° Pharmacie Sainte Marie	01 74 00 52
° Pharmacie d'Oloumi	01 72 15 86

TRANSPORTS TERRESTRES

° SOGATRA	01 76 20 09
° Transport TANKES	01 74 48 99
° Bitam Express	07 53 66 42
° MAJOR Transport	07 43 54 09
° La MOLVILLOISE Transport Plus	07 40 43 54

LES DEFIS DE L'EMERGENCE

ECONOMIE

Les assises sociales de Libreville

Le dernier grand événement socio-économique et politique au Gabon est l'organisation à Libreville, du 25 au 26 avril dernier, des assises sociales. Cette rencontre a eu pour objectif de permettre aux pouvoirs publics, aux experts nationaux voire internationaux, aux acteurs de la société civile et autres associations, de fournir des solutions afin de mettre en œuvre la stratégie d'investissement humain du Gabon, relatif au rapport d'enquête sur l'état de la pauvreté dans le pays.

Au terme de ces assises sociales, en plus des résolutions ou des recommandations faites par les experts nationaux, les experts internationaux, les acteurs de la société civile et autres responsables d'associations, pour sortir le Gabon de la pauvreté et de la précarité, et pour mettre un accent particulier dans l'investissement humain, on a retenu essentiellement les mesures prises et annoncées par le Président de la République, Chef de l'Etat. Entre autres mesures, il a décidé de prélever dans le budget national la somme de 250 milliards de francs CFA sur les trois prochaines années pour financer la politique sociale pour ce qui est de la protection économique et transferts solidaires, le développement des activités génératrices de revenus, la mise en place d'un fonds pour le micro-crédit et l'amélioration du service public de l'emploi.

Prise en charge sociale

Dans le cadre de la prise en charge des soins de santé pour les familles économiquement faibles, Ali Bongo Ondimba a souhaité que la solidarité nationale puisse jouer pleinement son rôle. D'où sa décision pour la prise en charge totale des malades atteints de cancer, la prise en charge effective des familles vivant dans une grande précarité prouvée par une enquête sociale, l'uniformisation du remboursement de tous les médicaments génériques à hauteur d'au moins 80%, la prise en charge totale des frais médicaux de tous les gabonais aux urgences médicales au cours des premières 24 heures lorsque le diagnostic vital est engagé, que l'on soit assuré ou non, la prise en charge des travailleurs du secteur privé par la CNAMGS dès le mois de juin prochain.

En sus de ce que, pour accompagner ces mesures, il a demandé à la CNAMGS d'intensifier les campagnes d'immatriculation des gabonais économiquement faibles (GEF). Et dans ce contexte, le Président de la République a décidé que le certificat de résidence exigé par la CNAMGS pour l'immatriculation des personnes économiquement faibles soit désormais délivré gratuitement. De même que, les services de la solde et du trésor devront payer les allocations fami-

liales des agents de l'Etat à compter du dernier trimestre 2014 sur la base du fichier fourni par la CNAMGS. Pour poursuivre les efforts de solidarité, le Chef de l'Etat a aussi décidé d'augmenter les allocations familiales des gabonais économiquement faibles d'une manière progressive dès le mois de juin 2014, de 4000 FCFA à 5000 FCFA par enfant et par mois. La prochaine réévaluation intervenant à compter du mois d'octobre 2014 après la seconde phase d'immatriculation de masse des économiquement faibles. Et enfin, la mise en place d'une base de données avec un identifiant unique pour l'ensemble des citoyens pour, d'une part l'accès à l'aide sociale, et d'autre part, éviter la fraude qui pourrait nuire à la politique sociale.

Pour permettre une bonne prise en charge des compatriotes, Ali Bongo a de-



Une vue de l'assistance lors des assises sociales

mandé au Premier Ministre de mettre en place une cellule d'appui à la réforme des soins de santé pour aboutir à l'amélioration recherchée.

Le problème de l'emploi des jeunes

Pour ce qui est de l'emploi des jeunes, le Chef de l'Etat a décidé de la restructuration de l'Office national de l'emploi (ONE), avec le recensement et l'établissement d'une cartographie du chômage au Gabon, le redéploiement des structures d'accueil ainsi que l'augmentation substantielle des ressources du fonds d'insertion et de réinsertion à la hauteur des ambitions gouvernementales, de l'instauration d'un contrat d'apprentissage jeunesse obligatoire dans les entreprises de plus de 50 salariés d'une part et comme critère d'accès aux marchés publics, d'autre part.

Le doute subsiste toutefois

Comme on peut le constater, il s'agit là d'une bonne brochette de mesures qui, si elles sont appliquées, peuvent améliorer sensiblement les conditions de vie des gabonais. Mais là où le doute subsiste, c'est effectivement au niveau de l'application de toutes ces mesures. Pour plus d'un observateur de la vie socio-économique et politique du Gabon, peu de crédibilité est accordée aux assises sociales d'Agondjé qui, selon eux, ne peuvent rien apporter de plus aux études et autres forums déjà organisés dans le pays. Entre autres études qui ont proposé des programmations ou des projections de développement au Gabon, il y eu Gabon 2025, le DCRP, la première et la deuxième édition du New-York Forum Africa, l'état de la pauvreté et de la précarité au Gabon du

équité pour une justice sociale soutenue.

Or, si cette décision continue d'irriter certains employés de l'Etat, naturellement les anciens bénéficiaires des fonds communs et primes diverses, il y en a tout de même ceux qui ont jugé cette mesure salutaire, estimant qu'elle doit être accompagnée pour qu'enfin surviennent la réforme du système de rémunération censée résoudre les inégalités dénoncées.

Mais aujourd'hui, la volonté affichée par le Président de la République le 18 février 2014, lors de la deuxième phase de présentation, aux acteurs politiques de la majorité et de l'opposition, du rapport de stratégie de lutte contre la pauvreté au Gabon, en décidant de suspendre «le versement de tous les fonds communs» afin que les administrations compétentes et le gouvernement s'activent à proposer la réforme attendue, semble ne pas aller dans le sens souhaité. Cette mesure forte qui participait de la volonté de lutter efficacement contre les inégalités dans le traitement des agents de l'Etat les a plutôt accentuées.

En effet, à la lecture et à l'analyse des dernières grilles relatives à la Prime d'incitation à la performance, on se rend compte qu'elle s'est transformée en Prime d'incitation aux palabres. Car non content des montants affectés à chaque catégorie d'agent et à chaque ministère, on constate qu'il y a des remous et des contestations dans la quasi-totalité des administrations éligibles à la P.I.P.

Injustices et accentuation des inégalités sociales

La première remarque à faire se situe au niveau de la classification des différents ministères de la République. Cette classification n'obéit pas à celle admise par la norme des sciences économiques. Ainsi, l'économiste anglais Colin Clark a mis en œuvre son idée de définir trois secteurs économiques principaux, selon la nature de l'industrie que sont le secteur primaire, le secteur secondaire et le secteur tertiaire.

- le secteur primaire concerne la collecte et l'exploitation de ressources naturelles (matériaux, énergie, et certains aliments) ;
- le secteur secondaire implique les industries de transformation des matières premières ;
- le secteur tertiaire regroupe les industries du service (essentiellement immatériel : conseil, assurance, inter-médiation, formation, études et recherche, administration, services à la personne, sécurité, nettoyage, etc.).

Cette classification n'est pas rigide, l'agriculture par exemple ayant été à l'origine classée comme du secteur secondaire

(Suite à la page 12)

MARCHES FINANCIERS ET BOURSIERS

Devises		Matières 1 ^{ères}		Bourses			Opportunités d'affaires
1 USD	487,377 FCFA		Coût de l'échange	CAC 40	4436.08	06/05/14	→ Le géant marocain CIMAF a racheté les parts de Cimgabon pour redresser cette entreprise. → Suite à l'audit du trésor public, l'Etat gabonais a pu récupérer une somme de 654 milliards. → Zoradox détient 50,01% de F.CFA de part sur le projet de fer et d'or de Kango nord.
1 EUR	655,896 FCFA	Or	1309.20 \$/t	DOW JONES	16245.87	06/05/14	
1 MAD	58.45 FCFA	Argent	19.56/USD/once				
1 GBP	824,298 FCFA	Café	2.04/USD/livre				
100 CHF	55589,6 FCFA	Cacao	2895 USD/t	Baril de pétrole	Prix	Date	
100 ZAR	4479,82 FCFA			BRENT	99.48	06/05/14	
1 CAD	444,001 FCFA						